

Les Maliens acclament la baisse de la corruption, mais la peur des représailles en cas de dénonciation persiste

Dépêche No. 780 d'Afrobarometer | Massa Coulibaly

Résumé

La corruption a connu une ampleur ces dernières années au Mali à telle enseigne que l'ex-Président de la République feu Ibrahim Boubacar Kéïta, fraîchement élu en 2013, assignait à la lutte contre la corruption la priorité de son mandat. Sous ledit mandat, malheureusement, le phénomène ira en s'aggravant avec des scandales de corruption à la fin écourtée de son mandat en 2020 (Shiple, 2017 ; Bintou, 2023).

Sous la transition politique, de fin août 2020 à nos jours, le phénomène semble reculer quelque peu, et il est attendu qu'il poursuive sa décélération. Depuis la fin 2022, la lutte contre la corruption est inscrite au fronton de l'action gouvernementale avec pour preuves la poursuite judiciaire et l'incarcération de nombreux hommes politiques et d'affaires impliqués dans les détournements de fonds publics, la malversation et la délinquance financière (Africanews, 2022 ; Studio Tamani, 2023). Les poursuites se fondent sur les rapports du Bureau du Vérificateur Général et de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite.

Le présent rapport de l'enquête d'Afrobarometer fait le point du phénomène dans toutes ses dimensions (secteurs, acteurs, formes et risques dans la dénonciation) et en retrace l'évolution sur la décennie écoulée.

Une large majorité des Maliens estiment que la corruption a diminué dans leur pays au cours des 12 derniers mois, un net revirement par rapport à 2020. Aux yeux des citoyens, les juges et magistrats, les hommes et femmes d'affaires, les fonctionnaires, les agents des impôts, et les policiers et gendarmes seraient les plus trempés dans des affaires de corruption. En plus, bon nombre de citoyens disent avoir versé un pot-de-vin pour obtenir un service public.

Les Maliens pensent que les médias devraient contribuer à lutter contre la corruption en enquêtant et en publiant sur les cas de corruption et les erreurs du gouvernement. Ils approuvent les efforts du gouvernement dans le combat contre la corruption, mais pensent toujours risquer des représailles en signalant un acte de corruption.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens entre le 6 juillet

et le 1 août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014, 2017 et 2020.

Résultats clés

- La majorité (64%) des Maliens estiment que la corruption a diminué au cours des 12 derniers mois. Cette perception est montée en flèche depuis 2020.
- Les citoyens maliens pensent que parmi certaines institutions et leaders clés, les juges et magistrats, les hommes et femmes d'affaires, les fonctionnaires, les agents des impôts ainsi que les policiers et gendarmes sont les plus impliqués dans la corruption.
- Expériences de corruption dans des services publics :
 - Parmi les citoyens qui ont eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois, 41% ont dû verser un pot-de-vin pour éviter des ennuis avec les policiers et 35% l'ont fait pour obtenir leur assistance.
 - Pareillement pour 17% des Maliens qui ont essayé d'obtenir un document d'identité, 13% de ceux qui ont obtenu un service médical et 10% de ceux qui ont sollicité un service dans une école publique.
- Près des trois quarts (74%) des sondés estiment que les médias devraient enquêter et publier constamment sur la corruption et les erreurs du gouvernement.
- La majorité (59%) des Maliens approuvent les performances de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, plus de deux fois plus qu'en 2020.
- Cependant, près des deux tiers (64%) des répondants estiment qu'il est plutôt risqué de signaler des actes de corruption contre seulement un tiers (34%) qui estiment être à mesure de le faire sans peur.

Ampleur de la corruption et personnes impliquées

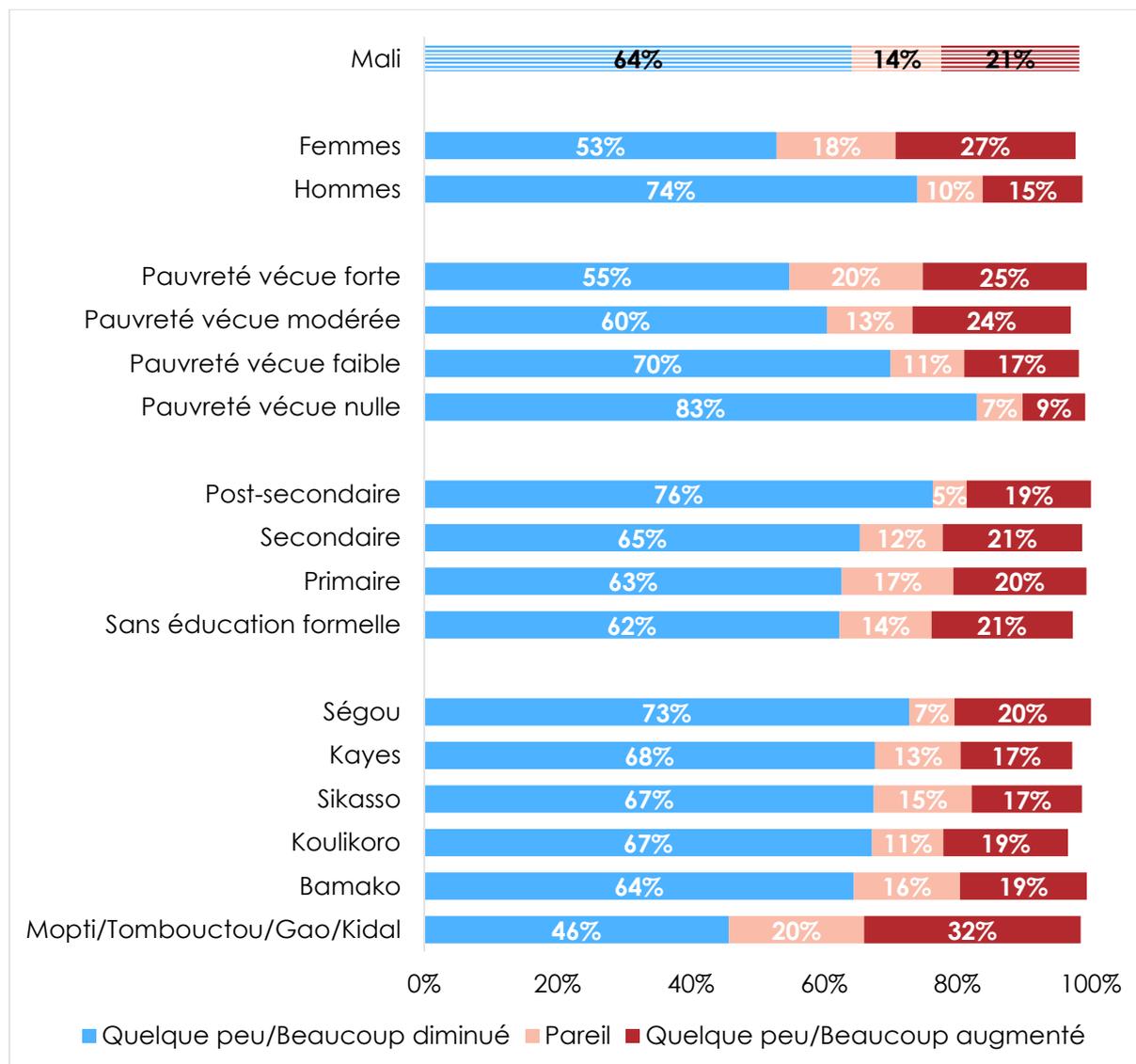
A la question de savoir si le niveau de la corruption a augmenté, diminué ou est resté pareil pendant l'année écoulée, près des deux tiers (64%) des Maliens répondent que la corruption a diminué tandis qu'ils sont seulement 21% à dire qu'elle a plutôt augmenté, et 14% n'ayant pas perçu de variation du niveau de corruption (Figure 1).

Ces niveaux de corruption perçue varient selon la région, le sexe, le niveau d'éducation et le statut de pauvreté vécue.¹ D'abord il faut remarquer que quelle que soit la caractéristique démographique, il y a toujours plus d'avis en faveur de la diminution que de l'augmentation, dernière perception pour laquelle aucune majorité ne se dégage nulle part. Plus le sondé est nanti, plus il dira que la corruption a diminué, allant de 55% des non nantis à 83% des plus nantis. Il y a également davantage de perception de diminution de la corruption au fur et à mesure que le niveau d'éducation évolue, allant de 62% des non instruits à 76% des plus

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

instruits. Les hommes (74%) perçoivent plus de diminution que les femmes (53%), à plus de 20 points de pourcentage d'écart. La perception de la baisse du niveau de corruption est plus forte à Ségou (73%) que dans les autres régions (46%-68%).

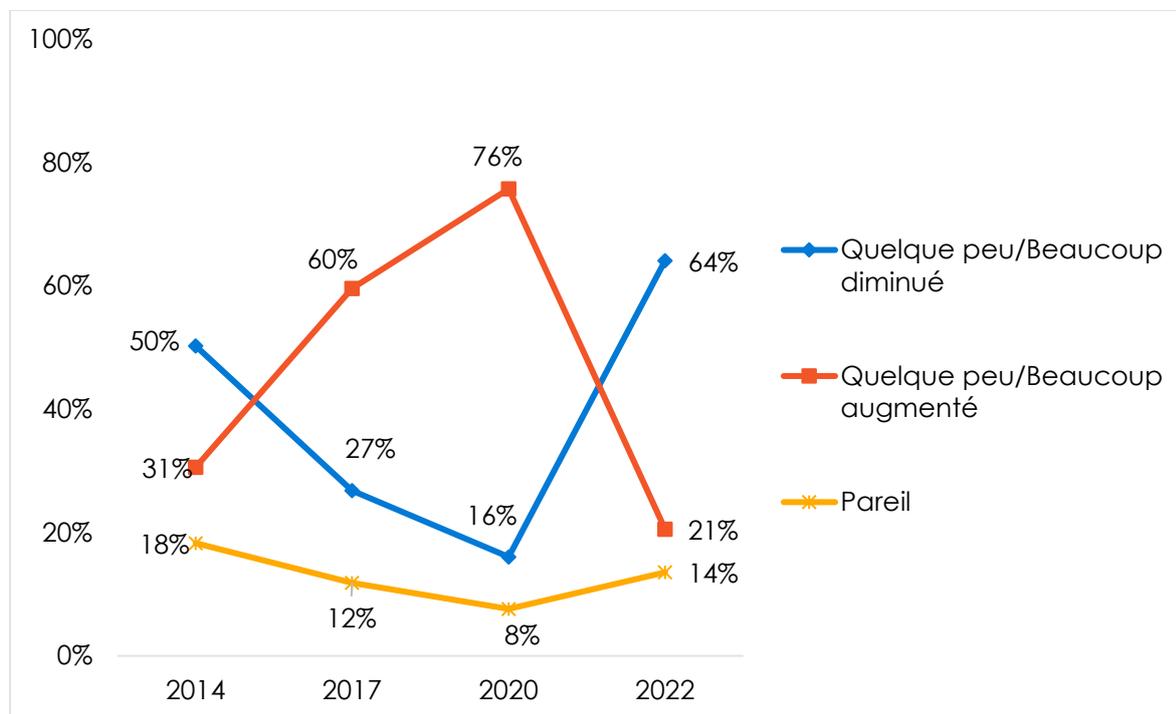
Figure 1 : Perception du niveau de la corruption | par groupe démographique
 | Mali | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

Globalement, la perception d'une corruption croissante a augmenté de 2014 à 2020, passant de 31% à 76%. Cette hausse de perception pourrait s'expliquer par l'échec de la politique de lutte contre la corruption qui était la priorité du Président Ibrahim Boubakar Keita dont le fils s'est vu impliquer dans des scandales de corruption (Dakaractu, 2022 ; Le Cam, 2022). La fin écourtée de son mandat en 2020 marquera l'apogée de cette perception d'une corruption en hausse au Mali. L'année 2022 marque une accélération de la perception de la diminution de la corruption. A cet effet, 64% des Maliens se sont prononcés en faveur de cette diminution contre 16% en 2020 (Figure 2).

Figure 2 : La corruption augmente-t-elle ou diminue-t-elle ? | Mali | 2014-2022



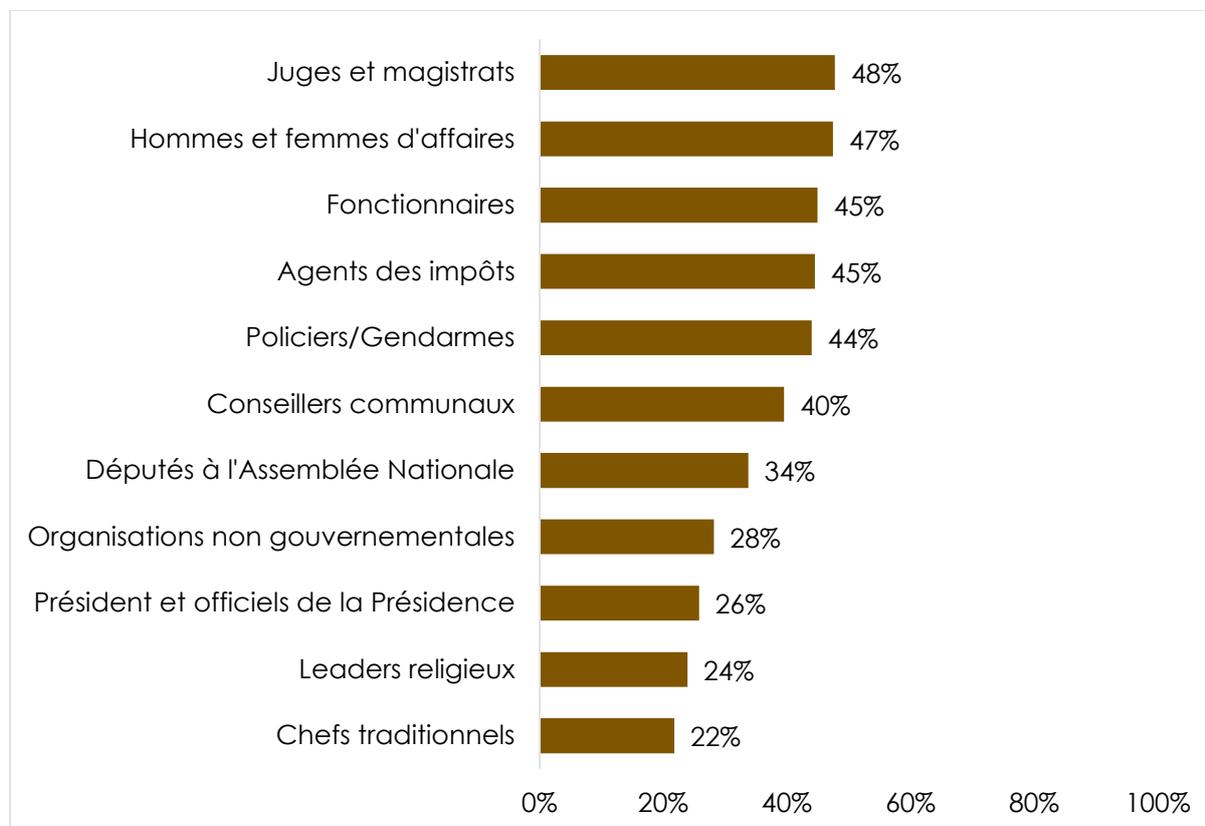
Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

Les juges et magistrats se classent en tête des institutions ou leaders les plus perçus comme corrompus ; près de la moitié (48%) des répondants estiment que « la plupart d'entre eux » ou « tous » sont impliqués dans les affaires de corruption (Figure 3). Ils sont suivis de très près par les hommes ou femmes d'affaires (47%), en d'autres termes le secteur privé. Ces deux premiers sont suivis des fonctionnaires (45%), des agents des impôts (45%) et des policiers ou gendarmes (44%).

A 8 points de pourcentage des juges et magistrats se situent les conseillers communaux (40%). Cinq dernières catégories de personnalités apparaissent comme étant les moins impliquées dans des actes de corruption. Ce sont au premier rang les chefs traditionnels (22%), ensuite les leaders religieux (24%), le président de la République et les fonctionnaires de la Présidence (26%), les organisations non gouvernementales (ONG) (28%) et les députés (34%).

En plus, concernant toutes ces catégories, des grandes proportions (allant de 33% jusqu'à 42%) des répondants estiment que « certains d'entre eux » sont corrompus.

Figure 3 : Perception de corruption parmi les leaders et institutions clés | Mali | 2022



Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

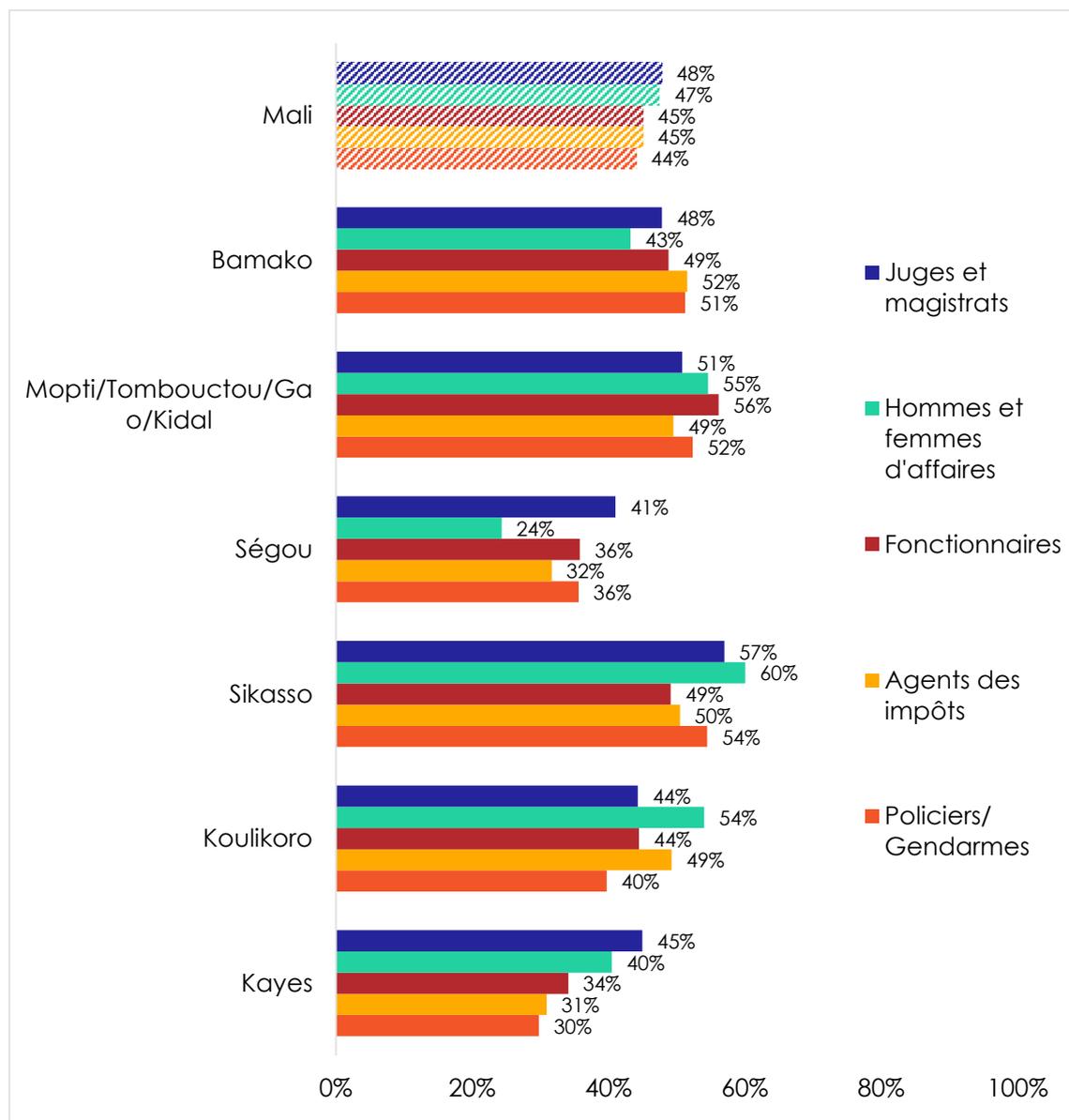
Si au plan national, aucune catégorie de personne n'est déclarée « tous » ou « la plupart » corrompue par une majorité des répondants, il n'en est pas de même au niveau régional. Il n'y a d'ailleurs que dans les régions de Kayes et de Ségou qu'aucune majorité ne se dégage. Pour les juges et magistrats, Kayes enregistre un maximum de 45% et Ségou 41%.

Dans les régions du Centre (Ségou, Koulikoro) et du Nord (Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal), régions en proie à l'insécurité et l'extrémisme violent, dans la plupart des cas c'est toujours la majorité qui se dégage dans la culpabilisation des personnes pour fait de corruption, 56% comme score maximum à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal pour les fonctionnaires. A Koulikoro, une seule majorité se dégage, 54%, au préjudice du secteur privé, région où ces hommes ou femmes d'affaires paraissent plus corrompus que les juges ou magistrats, tout comme à Sikasso (60% contre 57%) et à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal (55% contre 51%).

Bamako met au fronton des personnes corrompues les agents des impôts et les policiers avec respectivement 52% et 51%.

Il importe de signaler que les leaders religieux ont leur plus mauvais score dans les régions du Centre (43%, à 19 points de pourcentage au-dessus de la note nationale) et au Nord (40%, ou 16 points de pourcentage au-dessus de la moyenne nationale). Il en est de même pour les chefs traditionnels ou encore les ONG, certainement plus présentes dans ces zones pour des activités humanitaires ou de développement (Figure 4).

Figure 4 : Les cinq institutions et leaders les plus perçus comme corrompus
 | par région | Mali | 2022

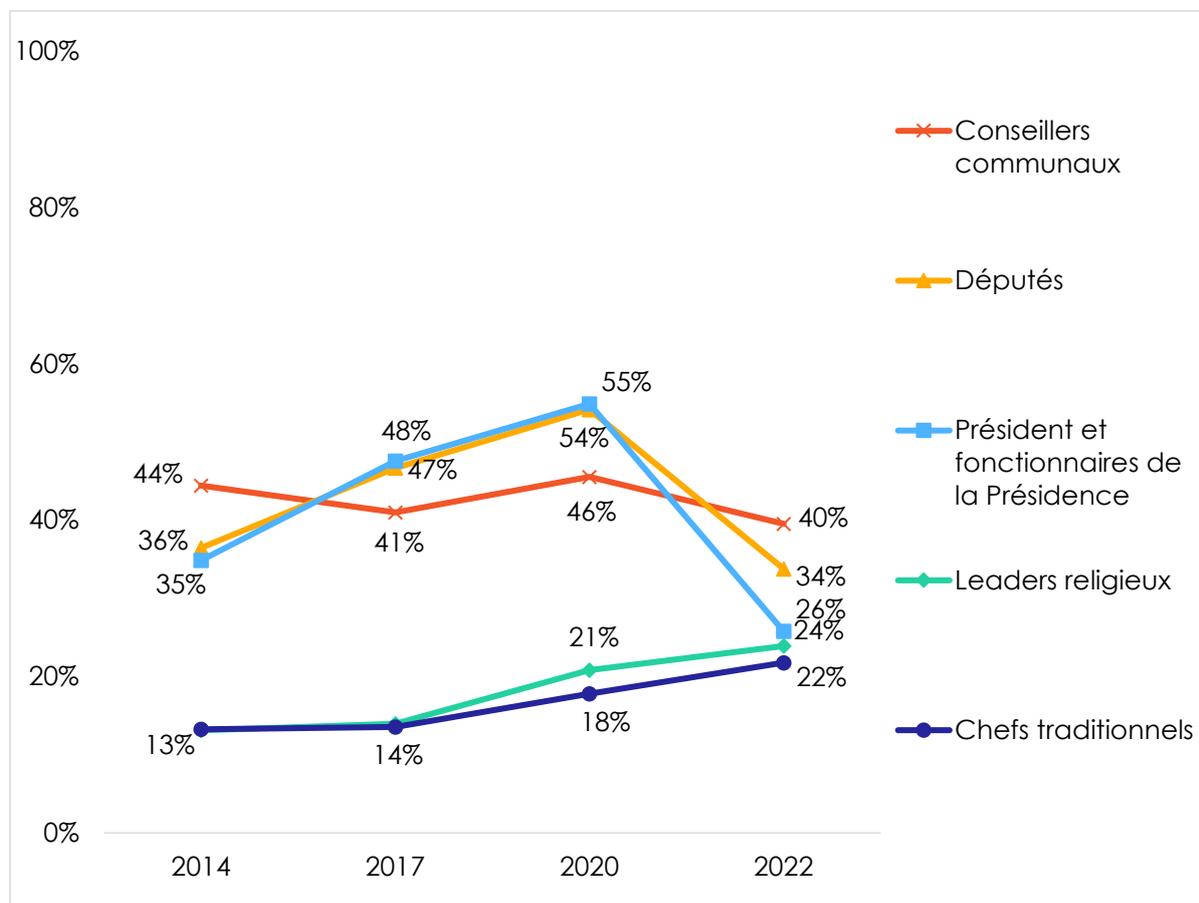


Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Les chefs traditionnels comme les leaders religieux apparaissent beaucoup moins corrompus que les autres sans démenti véritable aucune année (Figure 5). La perception d'une corruption généralisée avait atteint 55% pour la Présidence de la République en 2020, pour en sortir ou presque en 2022 (26%), en tout cas à un niveau jamais égalé en 2014 comme en 2017.

La situation est presque la même en ce qui concerne les députés, quoique plus perçus corrompus en 2022 que les fonctionnaires de la Présidence (34% contre 26%). Les conseillers communaux occupent une position bien médiane pour toutes les années (40% à 46%).

Figure 5 : Evolution de la perception de corruption parmi certains leaders ou institutions clés | Mali | 2014-2022



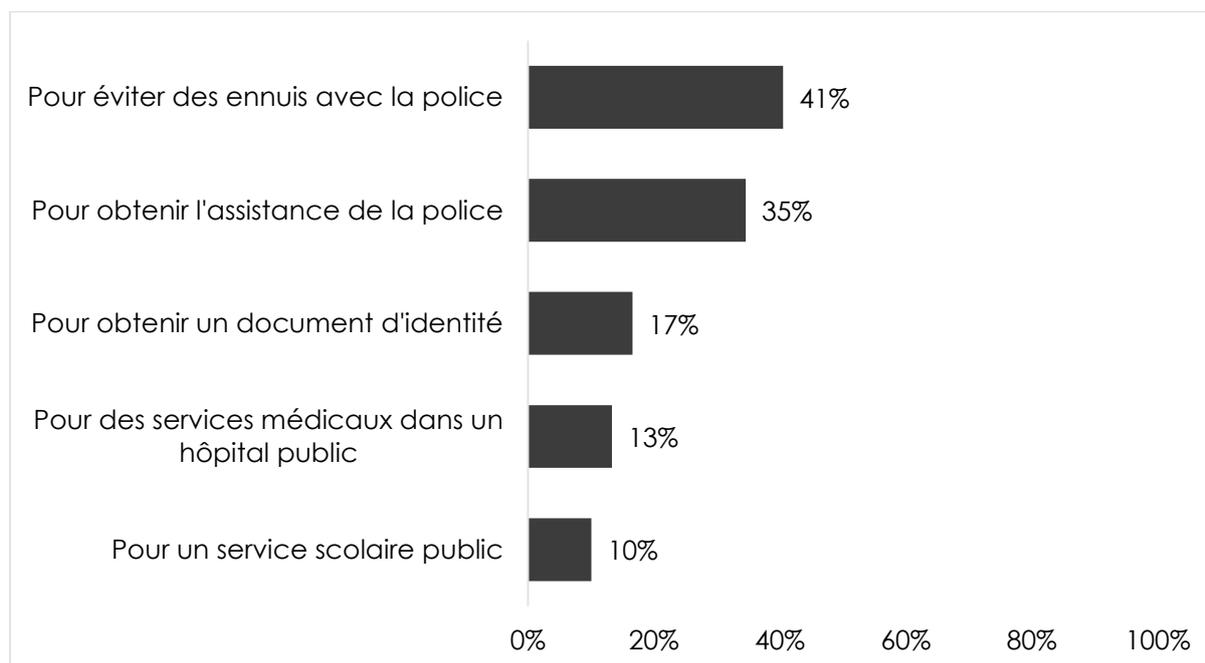
Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Expérience de corruption dans les services publics

Non seulement les Maliens perçoivent la corruption au niveau des leaders et institutions clés mais ils en font aussi l'expérience. Parmi les répondants qui ont eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois, 41% déclarent avoir dû verser un pot-de-vin pour éviter des ennuis avec les policiers et 35% l'ont fait pour obtenir leur assistance.

De même, 17% des citoyens maliens qui ont essayé d'obtenir un document d'identité, 13% de ceux qui ont obtenu un service médical et 10% de ceux qui ont sollicité un service dans une école publique ont dû payer des pots-de-vin (Figure 6).

Figure 6 : Pots-de-vin dans les services publics | Mali | 2022



Questions posées aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquiescer une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

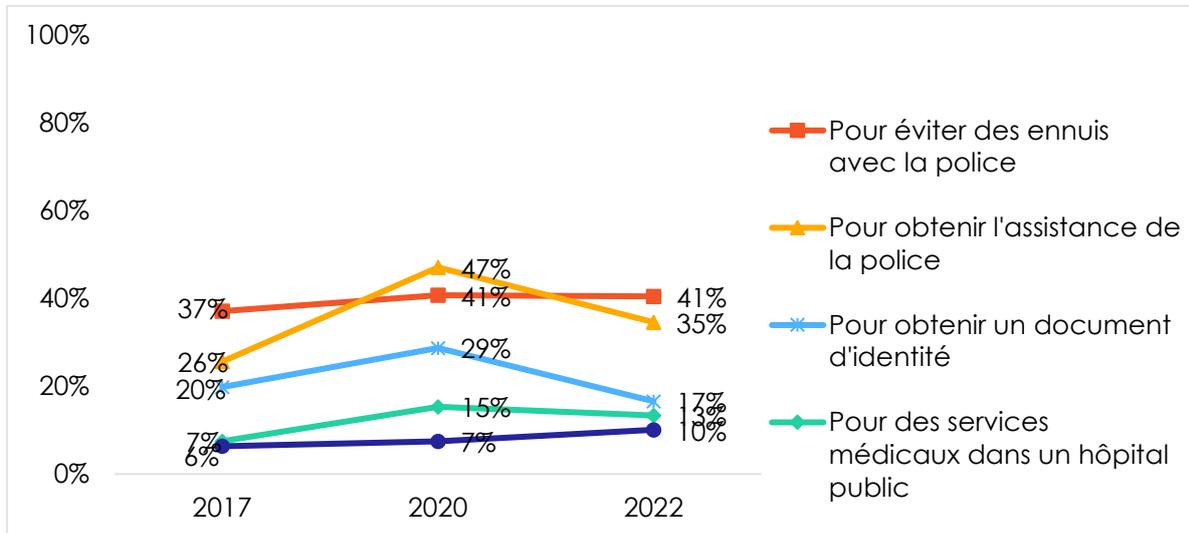
Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

De 2017 à 2020, l'expérience des pots-de-vin a bien cru dans les services de santé, pour l'assistance de la police et légèrement dans les contacts des citoyens avec l'école publique, de même que pour éviter des problèmes avec les policiers. Il importe de signaler que la pratique des pots-de-vin a considérablement baissé (12 points de pourcentage chacun) pour l'obtention de l'assistance de la police et des documents d'identité depuis 2020 (Figure 7).

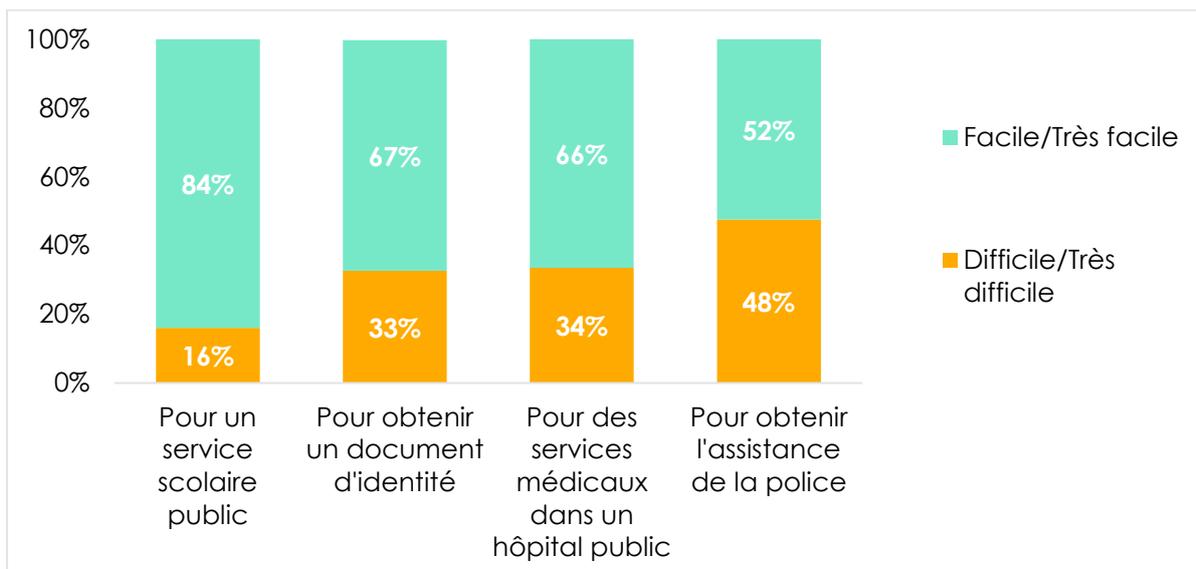
Figure 7 : Evolution du paiement de pots-de-vin pour des services publics | Mali | 2017-2022



(% des répondants ayant eu affaire à ces services publics et qui disent avoir versé un pot-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

Malgré la pratique plus courante du pot-de-vin, il est encore plus difficile que pour les trois autres services retenus d'obtenir l'assistance de la police : 48% des répondants ayant eu recours à l'assistance de la police affirment qu'il était « difficile » ou « très difficile », contre 16% pour un service scolaire public, 33% pour l'obtention d'un document d'identité, et 34% pour un service de santé (Figure 8).

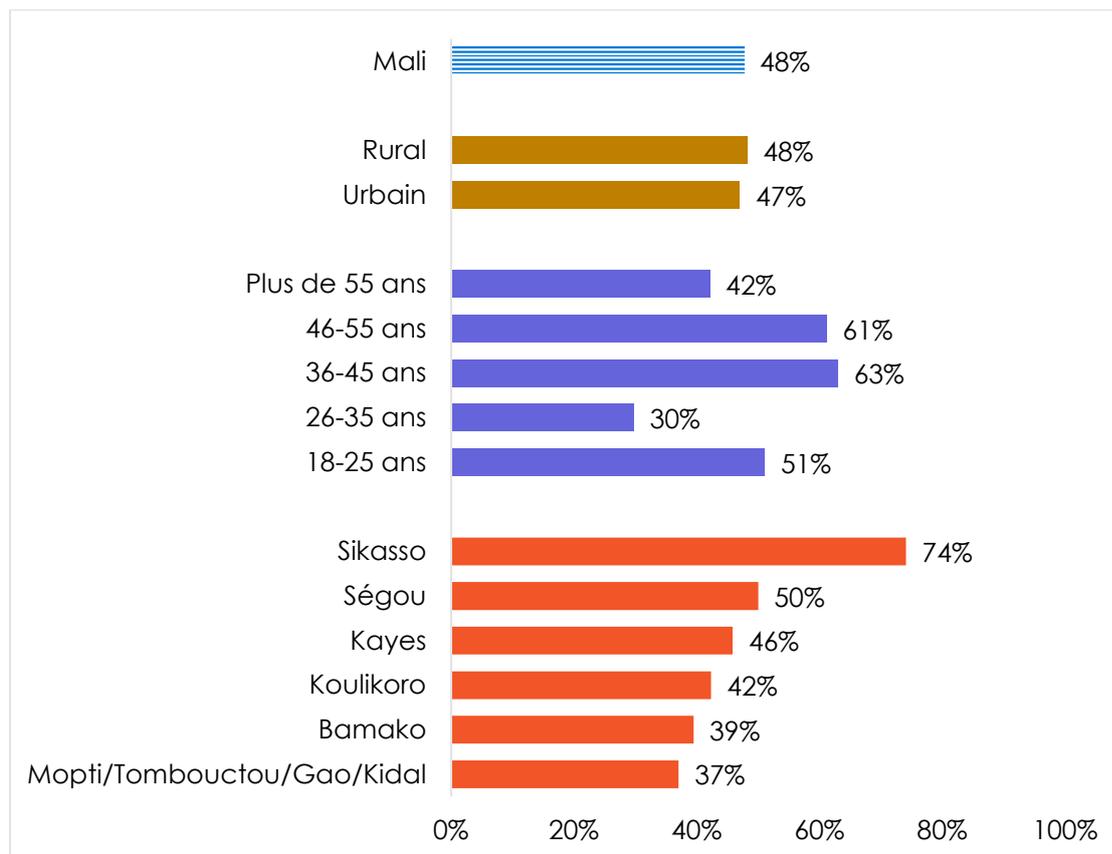
Figure 8 : Facile ou difficile d'obtenir des services publics ? | Mali | 2022



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à ces services publics : Etait-ce facile ou difficile d'obtenir [les services dont vous aviez besoin] ? (Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

Cette difficulté varie significativement selon l'âge et la région du répondant. L'assistance de la police est particulièrement difficile à obtenir pour les 36-55 ans (61%-63%) et devient cauchemardesque à Sikasso, 74% des usagers déclarant qu'il est difficile de l'obtenir, à 24 points de pourcentage au-dessus de sa poursuivante immédiate, Ségou (50%) (Figure 9). C'est finalement seulement à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal qu'il est moins difficile d'obtenir l'assistance de la police, 37% sur une moyenne nationale de 48%.

Figure 9 : Facile ou difficile d'obtenir l'assistance de la police ?
 | par groupe démographique | Mali | 2022



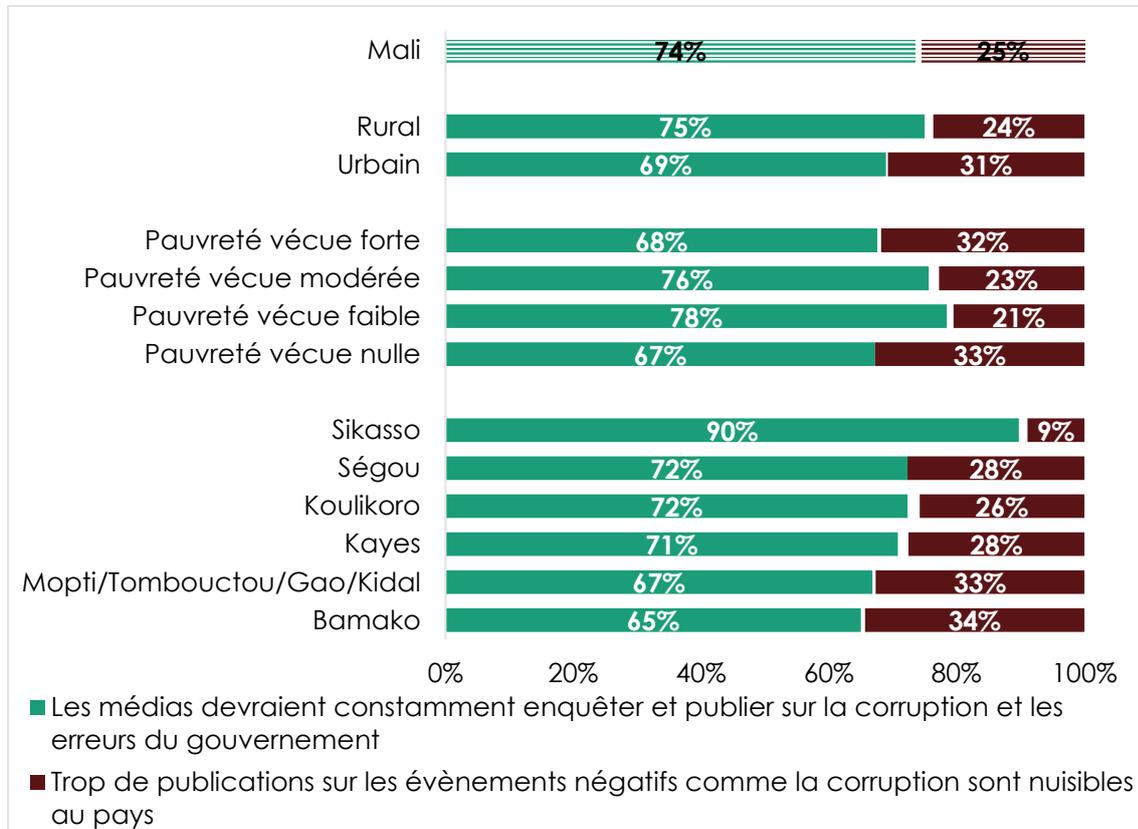
Question posée aux répondants ayant eu recours à l'assistance de la police : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)*
 (Les répondants qui n'avaient pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Lutte contre la corruption

Réduire la corruption est un noble combat auquel tous les acteurs clés devraient contribuer. Près de trois quarts (74%) des sondés estiment que les médias devraient enquêter et publier constamment sur la corruption et les erreurs du gouvernement (Figure 10). Les ruraux le voudraient plus que les urbains (75% contre 69%), les faiblement ou modérément pauvres (76%-78%) plus que les non pauvres (67%) ainsi que les sévèrement pauvres (68%). La région de Sikasso (90%) le voudrait largement contrairement aux autres régions, qui en demanderaient beaucoup moins.

Six Maliens sur 10 (59%) se disent satisfaits des efforts de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption (Figure 11). Ce taux a plus que doublé comparativement à 2020, où seulement 23% des Maliens approuvaient les performances de l'Etat dans cette lutte.

Figure 10 : Les médias devraient-ils enquêter et publier sur la corruption ?
 | par groupe démographique | Mali | 2022



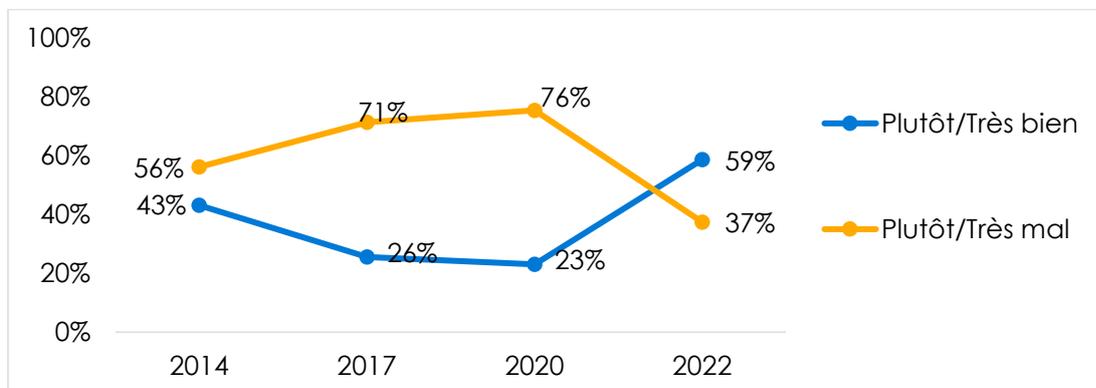
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2 : Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 11 : Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | Mali
 | 2014-2022

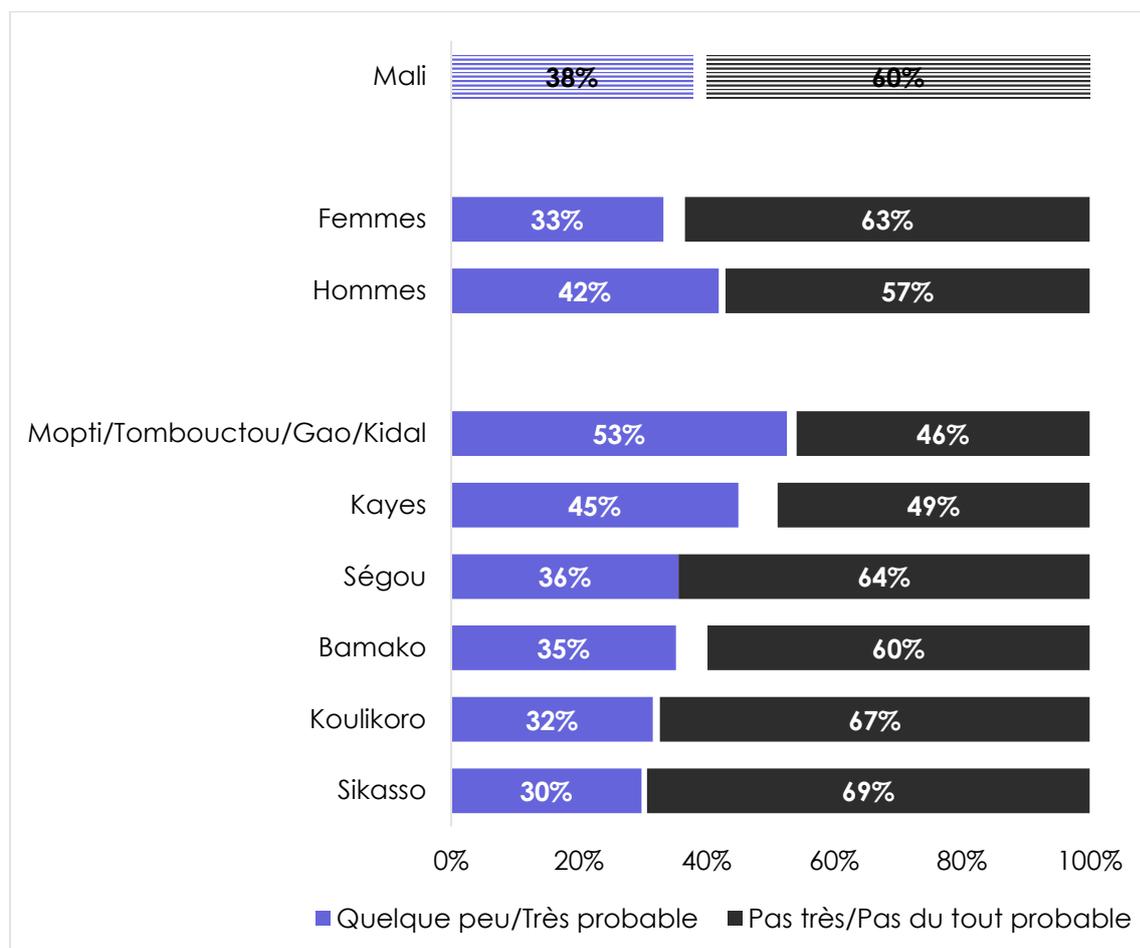


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Malgré qu'ils se disent satisfaits des efforts de lutte contre la corruption que déploie leur gouvernement, les Maliens (60%) pensent majoritairement qu'il n'est pas probable de faire réagir une autorité anti-corruption quelconque lorsqu'un acte de corruption lui aurait été signalé, contre seulement 38% qui trouvent que ça serait plutôt probable (Figure 12).

Les femmes trouvent cette réaction de l'autorité anti-corruption encore moins probable que les hommes (63% contre 57% « pas très » ou « pas du tout » probable). Il n'y a finalement qu'à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal ou une majorité (57%) se dégage pour l'avis contraire, à savoir plus probable qu'improbable de faire réagir ladite autorité, cela à l'opposé de Sikasso (30%) et Koulikoro (32%).

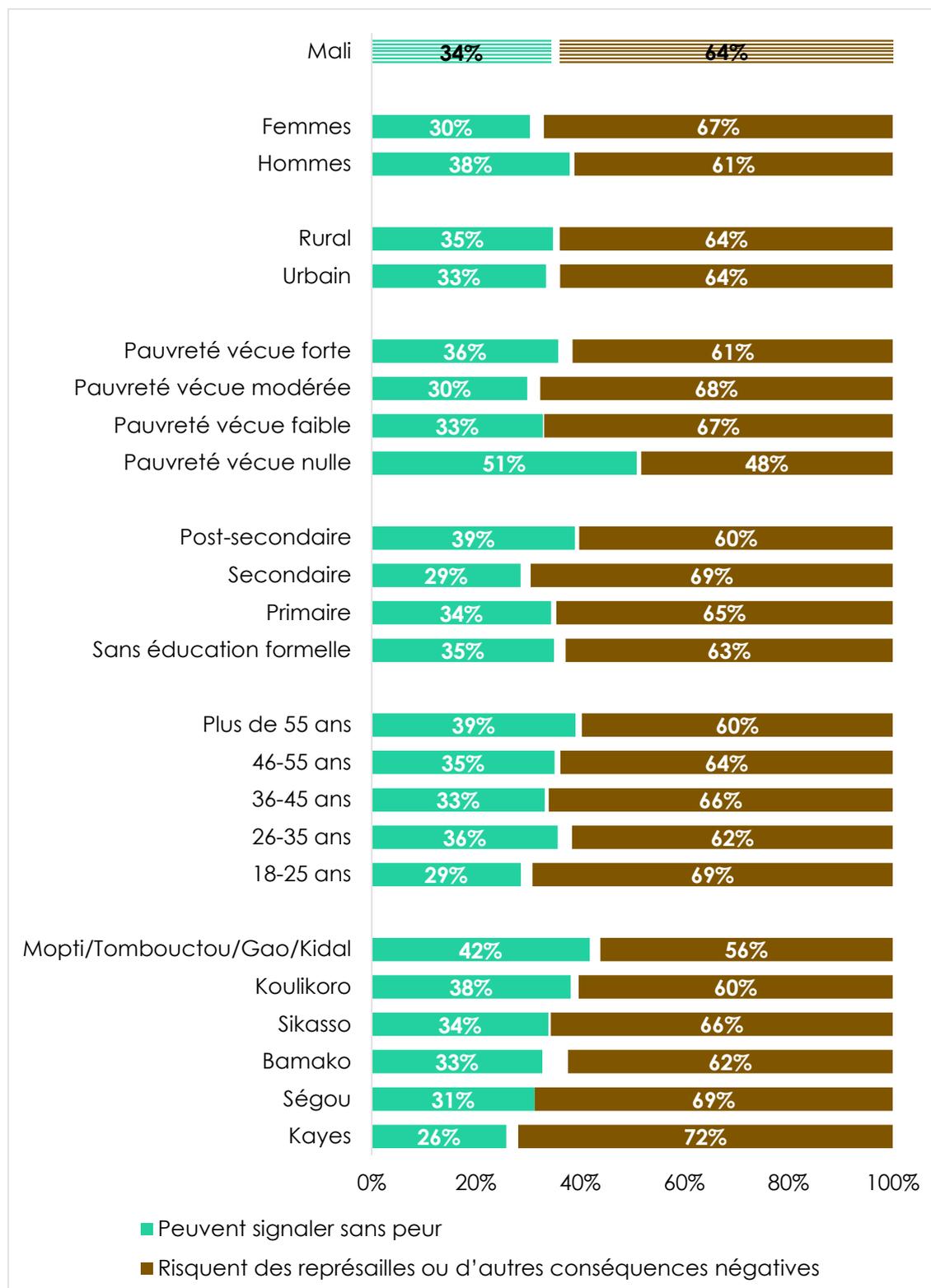
Figure 12 : Probabilité de faire réagir l'autorité anti-corruption sur un acte de corruption | par sexe et région | Mali | 2022



Question posée aux répondants : *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez à la mairie ou commune ou l'autorité anti-corruption pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin ?*

Près des deux tiers (64%) des sondés estiment qu'il est plutôt risqué de signaler des actes de corruption, contre seulement un tiers (34%) qui estiment être en mesure de dénoncer sans peur (Figure 13). Cela veut dire que le citoyen s'engagerait difficilement dans la dénonciation des corrupteurs ou des corrompus, particulièrement les femmes (67%) et ceux vivant dans les régions de Kayes (72%) et Ségou (69%). Il n'y a finalement que les plus nantis à se prononcer majoritairement pour la dénonciation sans peur (51%, contre 30%-36% pour les moins nantis).

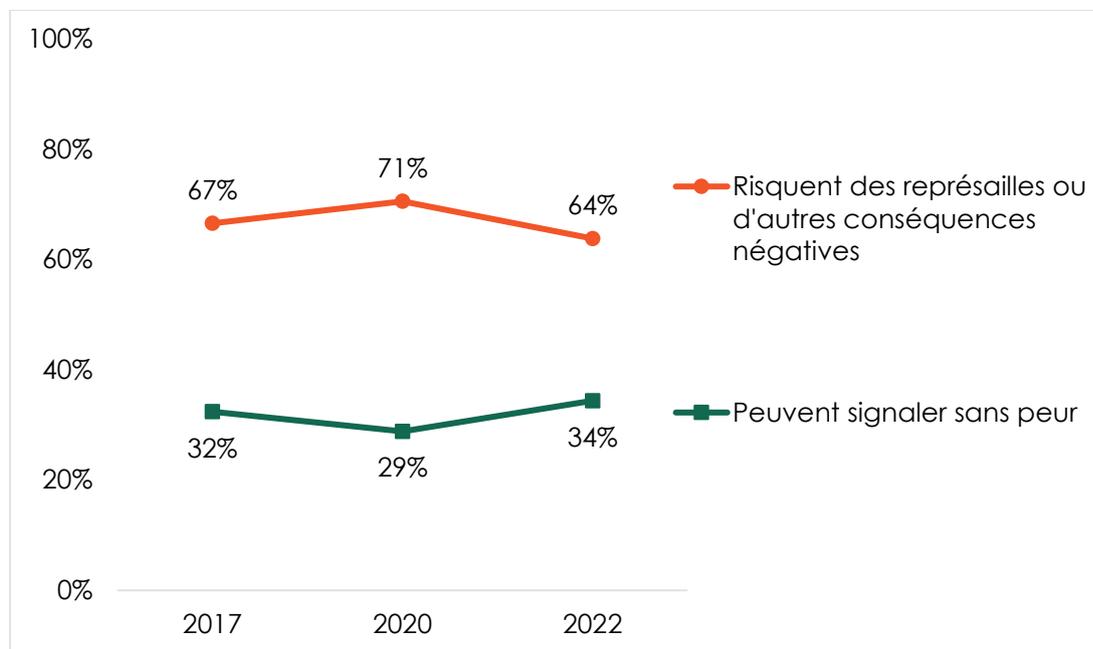
Figure 13 : Les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur ? | par groupe démographique | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

La perception selon laquelle signaler la corruption est risquée est toujours largement répandue, même si elle a diminué de 7 points de pourcentage par rapport à 2020 (Figure 14).

Figure 14 : Evolution du risque de signaler des actes de corruption | Mali | 2017-2022



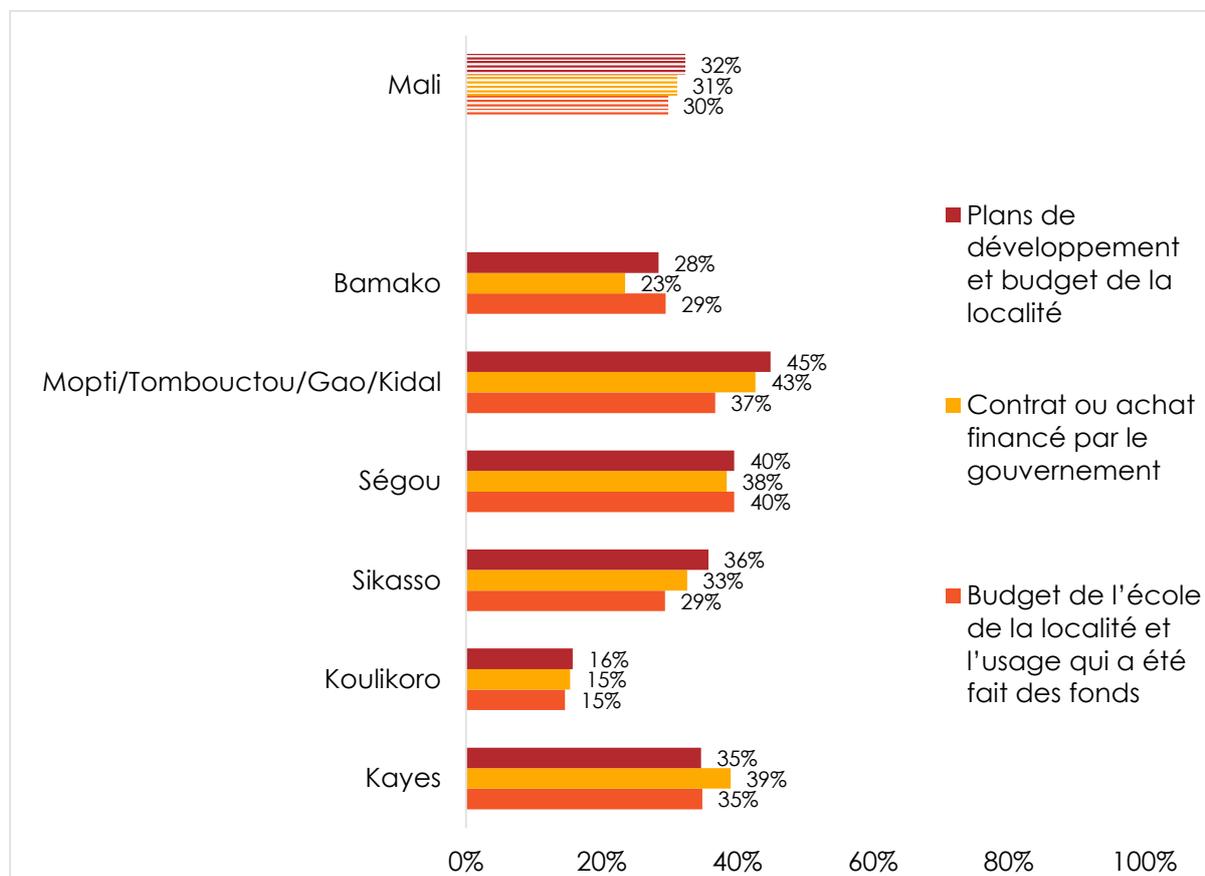
Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

L'accès aux informations publiques étant nécessaire aux citoyens et aux médias pour participer pleinement à la lutte contre la corruption, à quel point les citoyens maliens ont-ils accès aux informations budgétaires détenues par les autorités publiques ?

Peu de Maliens pensent qu'il est probable d'obtenir des informations sur les plans de développement et budget de la localité (32%), d'un contrat ou achat financé par le gouvernement (31%) et du budget de l'école de la localité (30%) (Figure 15). C'est singulièrement peu probable d'obtenir de telles informations dans la région de Koulikoro, 15% à 16% seulement quel que soit l'élément, à l'opposé des autres régions.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 15 : Probabilité d'obtenir des informations du gouvernement ou d'autres services publics | par région | Mali | 2022



Questions posées aux répondants : Quelle est la probabilité que vous obteniez les informations suivantes du gouvernement ou d'autres institutions publiques, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer :

Si vous avez contacté l'école de la localité pour vous enquérir du budget de l'école et de l'usage qui a été fait des fonds ?

Si vous avez contacté la mairie pour vous enquérir des plans de développement et budget communal ?

Si vous avez contacté votre mairie pour demander à voir un contrat ou un achat financé par le gouvernement ?

(% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

Conclusion

La plupart des Maliens affirment que la corruption dans le pays a diminué, un net renversement par rapport à 2020 et l'une des évaluations les plus positives enregistrées dans 39 pays africains interrogés par Afrobarometer en 2021/2023 (Dulani, Asiamah, & Zindikirani, 2023).

Cependant, même si les Maliens apprécient le combat qui est mené par le gouvernement contre la corruption, des efforts supplémentaires semblent nécessaires pour activer les services de lutte contre ce fléau dans toutes les contrées du pays et faire diminuer les risques de représailles qui planent sur les citoyens qui sont tentés de dénoncer les faits de corruption.

Il est intéressant de noter que la perception de la corruption est plus dense à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal. Pourtant, il n'y a que dans ces régions du Nord où la majorité des

sondés pensent qu'il est plus probable qu'improbable de faire réagir l'autorité anti-corruption et où plus de Maliens estiment qu'ils peuvent signaler les actes de corruption sans peur.

La transparence budgétaire semble être faible dans toutes les régions, avec moins de la moitié des citoyens confirmant la probabilité d'accéder aux informations au niveau de l'école publique, de la commune et des achats de la commune. A cet effet, la région de Koulikoro serait à prioriser en matière de promotion de la transparence.

Références

- Africanews. (2022). Mali : L'allocation de logements sociaux suspendue sur fond de corruption. 16 février.
- Bintou, F. (2023). Révélations choquantes : Affaires de corruption et de malversations impliquant des responsables gouvernementaux. Bamada.Net. 31 octobre.
- Dakaractu. (2022). Corruption : Visé par le trésor américain, le fils de l'ancien président malien IBK, Karim Keïta clame son innocence et clarifie. 15 décembre.
- Dulani, B., Asiamah, G. B., & Zindikirani, P. (2023). Face à une corruption croissante, les Africains affirment risquer des représailles s'ils en parlent. Dépêche No. 743 d'Afrobarometer.
- Le Cam, M. (2022). Scandale autour de Karim Keïta, fils de l'ex-président malien « IBK ». Le Monde. 23 juin.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Shiple, T. (2017). Corruption et lutte contre la corruption au Mali. U4.
- Studio Tamani. (2023). Lutte contre la corruption : Des personnalités arrêtées, d'autres entendues. 1 septembre.

Massa Coulibaly est directeur exécutif du Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), le partenaire national d'Afrobarometer au Mali. Email : ousmane@greatmali.net.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



/Afrobarometer

@Afrobarometer



Dépêche d'Afrobarometer No. 780 | 7 mars 2024